

ÉDITO

Israël - Palestine : la voix singulière de Rabat

Par Omar Alaoui



Associé au sein du cabinet ESL Network, Omar ALAOUI a occupé la fonction de Chef de cabinet auprès du Président de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (Monsieur Salaheddine MEZOUAR).

Omar ALAOUI a également occupé les fonctions de Conseiller spécial au sein de la Commission parlementaire mixte Maroc Union européenne, entre le Parlement européen et le Parlement du Royaume du Maroc.

Il siège actuellement au sein de la task force public privé Africa COVID 19 Response Fund sous l'égide de l'Union Africaine.

L'ignoble attentat commis par le Hamas contre la population israélienne a vu son onde de choc retentir jusqu'à Rabat. Au lendemain d'un séisme qui a meurtri sa population, et à l'heure où le Royaume se mobilise à la fois pour la reconstruction, mais également pour accueillir le gotha de la finance mondiale pour les Annual Meetings du FMI et de la Banque mondiale, la position du Maroc – signataire des accords d'Abraham – sur ce conflit est scrutée par les chancelleries et les médias internationaux.

À la différence des autres pays du Maghreb, le Royaume du Maroc a officiellement condamné les attaques du Hamas à l'encontre d'Israël et exprimé son inquiétude quant à une aggravation des tensions dans la région, appelant les parties à éviter toute forme d'escalade pouvant saborder les chances de paix dans la région. Il s'agit là d'une condamnation claire à l'encontre d'un groupe terroriste ayant conduit une action épouvantable qui a touché les populations civiles israéliennes. Rappelons d'ailleurs que le Maroc dispose d'une forte diaspora en Israël, représentant près de 10% de la population israélienne ayant, soit la nationalité marocaine, soit des origines et attaches familiales fortes, et dont les liens avec leur pays natal mais surtout avec la Monarchie chérifienne n'ont jamais été distendus. La position équilibrée du Maroc vient donc rassurer sa propre diaspora et s'inscrit surtout dans la doctrine marocaine au Moyen-Orient, initiée déjà par feu le Roi Hassan II, et poursuivie avec

détermination par Sa Majesté le Roi Mohammed VI. Cette doctrine se caractérise par des valeurs de paix et de dialogue inter-religieux et est incarnée par une diplomatie militante qui ne ménage aucun effort pour mener des médiations et apaiser les tensions régionales. A ce titre, le Maroc a tout de suite appelé à une réunion d'urgence du conseil de la Ligue arabe, qui s'est tenue mercredi 11 octobre sous la présidence du Ministre marocain des Affaires étrangères. L'ambition assumée est de mettre un terme à la dangereuse escalade qui menace la région, renforçant ainsi le rôle singulier du Maroc dans le concert des Nations arabes.

Cette position – pourtant juste et équilibrée – isole le Royaume au sein d'un Maghreb divisé. La Tunisie a qualifié les actes du Hamas de « combat sur la voie de la libération et du recouvrement de la Palestine de tous ses droits légitimes », et a appelé le peuple tunisien « à prêter main-forte aux Palestiniens ». Le Président Kais Saïd, qui a toujours

considéré la cause palestinienne comme la première cause de son pays, continue de surfer sur la fibre palestinienne pour réaffirmer son leadership dans une Tunisie traversée par une profonde crise socio-économique. Idem en Algérie, où le régime militaire et le Président Tebboune ont qualifié les terroristes du Hamas de « martyrs tombés face à l'entêtement de l'occupation sioniste dans sa politique d'oppression et de persécution ». Alger et Tunis perçoivent ainsi le Maroc comme un pays qui s'est compromis moralement en rejoignant les accords d'Abraham. En refusant de suivre le sens de l'Histoire, et rejoindre une dynamique qui ne peut que contribuer à une solution globale et juste pour les deux Etats, Alger et Tunis font obstruction à la construction de la paix dans la région mais ralentissent également le développement du grand Maghreb pourtant si nécessaire au développement des trois pays.





Si la position du Maroc l'isole de ses voisins, les signaux internes à sa population restent les plus inquiétants, car la rue marocaine bouillonne. Et comme souvent dans notre région, c'est au sein des stades de football que les premières étincelles se déclenchent. A Casablanca, dimanche dernier, les supporters du Raja Club Athletic – connus pour être fortement conscients et souvent contestataires – ont chanté pour la Palestine durant les 90 minutes du match les opposant au club de Tétouan. Sur les réseaux sociaux, où la jeunesse marocaine s'exprime librement depuis le printemps arabe, les internautes marocains relaient vidéos et photos de la bande de Gaza, s'appuyant sur plusieurs hashtags en soutien à la Palestine. C'est l'occasion pour une partie de l'opinion publique marocaine d'exprimer publiquement un rejet souvent latent, des accords d'Abraham impulsés en 2020 par l'administration Trump. L'expression publique du Parti Justice et Développement (PJD, le parti islamiste marocain) est particulièrement importante. Le PJD a apporté son soutien aux « résistants du Hamas » et à leur « réaction naturelle et légitime aux violations quotidiennes commises par l'ennemi sioniste ». C'est pourtant le même PJD, par la voix de son secrétaire général Saadeddine El Othmani, alors Chef du gouvernement, qui a signé les accords d'Abraham. De retour dans l'opposition après une débâcle aux élections législatives, le PJD semble vouloir se refaire une virginité politique en renouant avec son discours radical et populiste qui l'a mené au pouvoir il y a dix ans.

Le Maroc a une longue tradition de terre d'accueil et la population marocaine a toujours ouvert ses bras à ses compatriotes de confession juive. Depuis la « normalisation », Marrakech vit au rythme des visites, des célébrations et des mariages de la communauté juive, grâce à la Royal Air Maroc qui opère des liaisons directes avec Israël et aux hôtels du Royaume qui ont conçu une offre spécifique aux touristes israéliens désireux de se ressourcer dans leur pays d'origine. Nul doute que le Maroc saura se prémunir de toutes formes de populisme et préserver les acquis de tolérance et de générosité qui le caractérise ●

REGARD D'EXPERT

Où va le Moyen Orient ?

Par **Bertrand Besancenot**



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français.

Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen Orient.

Cette région fait en permanence l'actualité, comme on le voit ces jours-ci avec la crise de Gaza. Cela parce que c'est une zone stratégique à plusieurs titres :

– Le Moyen-Orient est en quelque sorte le coffre-fort énergétique de la planète car le pétrole et le gaz demeureront pour de nombreuses années encore la principale source d'énergie dans le monde. Et avec le temps, le Moyen-Orient deviendra le principal fournisseur d'hydrocarbures de la planète, car contrairement à d'autres régions, il continue à investir dans leur exploitation.

– Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le Moyen-Orient est par ailleurs un lieu de conflits quasi-permanents, trop nombreux pour les citer, et il est aussi à l'origine du terrorisme islamique (Al Qaïda, Daech, Hezbollah, Hamas...). C'est-à-dire qu'il reste un foyer majeur d'instabilité internationale.

– Il est également situé à la conjonction de trois continents (l'Europe, l'Asie et l'Afrique) et constitue donc un carrefour stratégique, notamment pour l'approvisionnement énergétique du monde, et une zone où nous, Français et Européens, avons des intérêts importants à défendre.

– Enfin, le Golfe, en raison de sa richesse et de sa stabilité, est devenu le nouveau centre de gravité du monde arabe et, dans la période de ralentissement économique actuelle, un pôle d'intérêt majeur pour le monde entier, du fait de ses ressources énergétiques, de ses excédents financiers et de ses grands projets économiques.

Comment peut-on caractériser aujourd'hui la situation dans cette partie du monde ?



On peut la qualifier de très « tendue », mais la région est aussi en plein bouleversement avec des perspectives incertaines d'apaisement ou d'embranchement.

1. Une région en crise...

Quand on regarde la carte du Moyen-Orient, on constate la situation suivante :

– Trois pays sont en faillite ou quasi-faillite : la Syrie, divisée en zones d'influence ; le Liban, englué dans une crise politique et économique dont on ne voit pas encore clairement l'issue ; et le Yémen, pauvre et ravagé par la guerre. Ces États sont à reconstruire complètement, politiquement et économiquement.

– Deux anciens empires, la Turquie et l'Iran, ont des ambitions hégémoniques au Moyen-Orient et au-delà, en Méditerranée orientale et en Asie centrale ; mais ils sont aussi empêtrés dans des crises économiques graves, qu'ils ont des difficultés à surmonter.

– Israël connaît une crise identitaire réelle, avec une société déchirée sur ses valeurs fondamentales, un peu comme aux États-Unis.

– Parallèlement, la question palestinienne est toujours dans l'impasse, ce qui constitue malheureusement une bombe à retardement pour la région, comme on le voit aujourd'hui.

– L'Égypte se débat dans une situation économique inquiétante, malgré le soutien financier des pays du Golfe.

– L'Irak, depuis l'invasion américaine il y a 20 ans, n'a pas encore réussi à trouver un nouvel équilibre. Il est, comme la plupart des pays du Proche-Orient, fragile et sous influence iranienne. Toute cette région est en réalité tributaire des tensions régionales et internationales.

En effet, le désengagement relatif des Américains du Moyen-Orient a ouvert l'appétit de certains pays de la zone (l'Iran et la Turquie en particulier), mais aussi de puissances extérieures, notamment la Russie et la Chine, qui y sont plus présentes aujourd'hui.

Tous ces éléments expliquent les tensions per-

sistantes dans cette région, qui pourtant bénéficie de ressources importantes et dont la jeunesse aspire à intégrer le monde de la modernité (comme elle l'a montré en 2011 lors des « printemps arabes »).

2. Région en crise... mais qui connaît des développements importants, susceptibles de changer la donne

– Le prince héritier saoudien (MBS), après avoir tout misé sur le président Trump et sa politique de « pression maximale » sur l'Iran, entend désormais calmer le jeu dans la région pour attirer les investisseurs internationaux, toujours hésitants à s'engager dans des régions en crise, au profit des grands projets de sa « Vision 2030 ». Il espère aussi, en renouant avec l'Iran et la Syrie, trouver dans le premier cas une solution honorable au conflit yéménite, en raison de l'influence de Téhéran sur les rebelles Houthis ; et dans le second cas mettre un terme au trafic de Captagon, une drogue produite en Syrie qui menace la jeunesse saoudienne. Il souhaite enfin s'émanciper de la dépendance traditionnelle de l'Arabie à l'égard des États-Unis, tout en préservant un partenariat stratégique avec Washington, pour jouer plus librement ses cartes dans le monde multilatéral en émergence. D'où sa coopération pétrolière avec la Russie dans le cadre de l'OPEP+, son rapprochement avec la Chine (son premier partenaire commercial), sa participation à l'Organisation de Shanghai (qui reflète son intérêt à développer les relations du royaume avec l'Asie centrale) et prochainement son adhésion aux BRICS (que viennent de rejoindre aussi les EAU, l'Égypte, l'Éthiopie et l'Iran, et qui entendent représenter les intérêts du « Sud Global »). On peut y ajouter ses tentatives de médiation dans le conflit ukrainien ou au Soudan, qui reflètent les nouvelles ambitions de la diplomatie saoudienne.

– Le président Biden recherche, lui, un succès diplomatique dans la perspective des élections présidentielles américaines l'an prochain, en poussant à la normalisation des relations entre Israël et l'Arabie saoudite. Son objectif est en effet de créer un bloc des alliés de Washington face à l'Iran, tout en négociant avec Téhéran un nouvel accord nucléaire

au rabais. Il reste cependant à savoir s'il sera en mesure d'y parvenir et de satisfaire les demandes saoudiennes en matière de sécurité (la fourniture d'armements et la signature d'un accord de sécurité), d'assistance à leur programme nucléaire (l'assouplissement des règles de non-prolifération) et de pression américaine sur Israël pour obtenir des concessions en faveur des Palestiniens. Dans les discussions en cours sur ces sujets, les Saoudiens font monter les enchères, car ils savent qu'ils tiennent là une carte importante à la fois pour Washington et Tel Aviv. Les événements actuels à Gaza risquent cependant de modifier profondément ce schéma.

– Quant au président Erdogan, il souhaiterait, par des arrangements en Syrie et en Irak, régler ses problèmes tant avec les millions de réfugiés syriens sur son territoire qu'avec les Kurdes dans ces deux pays frontaliers, afin de se concentrer sur une sortie de la crise économique actuelle en Turquie. Il ne renonce pas pour autant à ses rêves pan-turcs en Asie centrale, on l'a vu avec son soutien à l'Azerbaïdjan contre les Arméniens, mais aussi en Méditerranée orientale, où il maintient la pression sur la Grèce.

– La Chine, après être devenue le premier partenaire commercial de tous les pays de la région, souhaite désormais y jouer un rôle politique pour profiter de l'effacement relatif des États-Unis et se refaire une virginité diplomatique, masquant sa mauvaise gestion du Covid et son agressivité envers Taïwan et au sud de la Mer de Chine. D'où son rôle dans le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Arabie saoudite et l'Iran, qui sont deux de ses fournisseurs importants d'hydrocarbures, et ses offres de médiation dans le conflit israëlo-palestinien. Toutefois son engagement politique reste encore limité et ne s'appuie pas, contrairement aux États-Unis, sur une capacité militaire forte au Moyen-Orient pour appuyer ses ambitions.

Est-ce que cette nouvelle donne crée un espoir de stabilisation au Moyen-Orient ? Ou, au contraire, est-on à l'aube – avec la crise de Gaza – d'un bouleversement de la carte du Moyen-Orient, comme le prétend Benjamin Netanyahu ? Il est naturellement trop tôt pour prévoir l'issue de ces différents mouvements qui sont en cours.





- Tout le monde a été surpris par l'attaque du Hamas en Israël en raison de l'ampleur de l'opération et de l'incapacité des services israéliens à l'appréhender. On ne peut qu'être horrifié par cet acte terroriste, voire barbare, dont il est difficile à ce stade de prévoir ce que seront les conséquences de l'opération israélienne à Gaza et si les efforts diplomatiques en cours permettront d'éviter un embrasement dans la région. On peut cependant envisager d'ores et déjà quatre implications :

a / Le rapprochement saoudo-israélien est reporté à plus tard, ruinant l'ambition du président Biden d'en faire un succès diplomatique avant la prochaine élection présidentielle. C'est en revanche un succès pour l'Iran, qui souhaite contrecarrer une normalisation entre Riyad et Tel Aviv et qui espère au contraire développer ses relations avec l'Arabie afin d'attirer les capitaux saoudiens au secours de son économie défaillante (ce qui est loin d'être acquis).

b/ La question palestinienne est remise en lumière comme élément incontournable d'une stabilisation de la région. Ceux (Israéliens et Américains notamment) qui ont cherché systématiquement à la marginaliser ont eu tort et portent une responsabilité dans la crise actuelle.

c/ L'Autorité Palestinienne, inefficace, autoritaire et corrompue, est définitivement discréditée; ce qui pose un problème pour relancer – après cette crise – le processus de paix, car il est naturellement hors de question pour Israël – et pour les Occidentaux en général – de négocier avec le Hamas, et qu'il faut trouver un interlocuteur palestinien crédible à Israël.

d/ Les États de la région impliqués dans une sortie de crise – Égypte, Turquie, pays du Golfe et

Jordanie – devront donc aider à trouver un successeur crédible à Mahmoud Abbas, si l'on veut trouver un règlement durable dans le cadre d'une solution à deux États vivant côte à côte en paix, ce qui demeure la seule perspective raisonnable.

Pour revenir à la situation générale au Moyen-Orient, il faut reconnaître que le jeu international s'est complexifié avec l'émergence de nouveaux acteurs – les BRICS précisément – qui jouent chacun leurs cartes sans vergogne (on parle désormais de « multi-alignement »); et il y a encore beaucoup d'incertitudes sur la façon dont évolueront les différents dossiers évoqués, d'autant plus qu'ils sont en partie liés entre eux.

Un élément important sera naturellement le résultat de l'élection présidentielle américaine l'an prochain. Trump – s'il est réélu – ou, d'une façon générale, les Républicains seront tentés par un accord avec Moscou pour se concentrer sur le « containment » de la Chine; alors que les Démocrates devraient poursuivre la politique actuelle de l'administration Biden vis-à-vis de l'Europe et du Moyen-Orient. Comme toujours, les pays de la région tireront les conséquences des priorités de la nouvelle administration à Washington pour se positionner à la lumière de celles-ci.

La crise ukrainienne aura de son côté un impact significatif – en fonction de son issue – sur l'image et sur la place de la Russie dans la région, comme d'ailleurs dans le monde: Sera-t-elle un acteur incontournable ou une puissance dégradée?

Sur le plan économique, on peut s'interroger sur le point de savoir jusqu'où la tentative – sous impulsion chinoise notamment – de « dédollariser » l'économie mondiale au profit d'un panier de monnaies se concrétisera-t-elle au Moyen-Orient? Cer-

taines exportations de brut saoudien vers la Chine seraient déjà libellées en yuans et l'Arabie, comme les Émirats, coopèrent désormais avec la NBD – la banque des BRICS – qui favorise les « trocs » entre pays du Sud. Mais les pays du Golfe, dont les monnaies sont indexées sur le dollar et qui possèdent des quantités importantes de bons du Trésor américain, seront certainement prudents pour éviter une dévalorisation du dollar, ce qui aurait un impact négatif sur la valeur de leurs avoirs.

Quant à la France, elle reste le pays européen le plus actif politiquement au Moyen-Orient, mais le bilan de son action dans la région « Afrique du Nord-Moyen-Orient » est mitigé. Le président Macron a certes établi des relations de confiance avec les dirigeants égyptiens, émiriens et irakiens; et il a au cours de son deuxième mandat fait aussi des efforts à l'égard du Liban, de l'Arabie Saoudite et du Qatar; mais sa politique au Maghreb et au Sahel est perçue comme un échec et – du fait des débats en France sur la burka et l'abaya – notre pays a désormais l'image dans une partie importante des opinions publiques musulmanes d'une nation « qui a un problème avec l'Islam », ce qui ne peut que gêner notre action dans la région.

Quant à l'Europe, elle n'existe pas vraiment en tant que telle sur le plan politique au Moyen-Orient, même si elle joue un rôle réel sur le dossier nucléaire iranien et dans l'assistance socio-économique aux Palestiniens notamment. C'est regrettable, mais c'est un fait. Il faut espérer que dans les nouveaux équilibres mondiaux qui se dessinent, elle arrivera à prendre sa place légitime ●

REGARD D'EXPERT

Zealandia : le continent qui refait surface sur la toile mondiale

Par Benjamin Guerin



Diplômé en Management des Organisations Sportives, Benjamin s'est rapidement spécialisé dans la communication digitale. Il débute sa carrière en tant que chargé de communication chez Femix'Sports,

association visant à promouvoir le sport féminin et la mixité dans le sport. Il rejoint ensuite GIGAFIT en tant que responsable marketing et communication du groupe afin de développer la présence digitale de plus de 60 établissements sportifs. Benjamin rejoint le pôle communication 360 d'Antidox en 2021.

Zealandia, le continent englouti qui a longtemps gardé ses secrets, se révèle enfin grâce aux avancées technologiques et aux efforts de cartographie des scientifiques, émergeant tel un trésor caché au cœur de l'Océan Pacifique.

Il y a environ 85 millions d'années, Zealandia a pris forme au sein du supercontinent Gondwana, et à mesure que la Terre subissait des changements tectoniques et que les continents se séparaient, Zealandia s'est progressivement éloigné de ce que nous reconnaissons aujourd'hui comme les régions australienne et néo-zélandaise. Ce «huitième continent» couvre une superficie de 4,9 millions de kilomètres carrés, ce qui équivaut à la moitié du continent européen, en grande partie submergée.

En 2017, la nouvelle de la découverte de l'existence potentielle d'un nouveau continent sur Terre a marqué les esprits et les sphères scientifiques, devenant pour certains une information révolutionnaire qui pourrait changer notre vision de la planète. En réalité, la découverte de ce nouveau continent est le fruit de deux

décennies de travail acharné, combinant la collecte de données bathymétriques et géophysiques avec des prélèvements marins dans une région océanique négligée. C'est à tel point que sa cartographie est moins détaillée que celle de Vénus ou Mars...

Pourtant, cette découverte n'a pas suscité l'enthousiasme sur la toile. Parue le 9 février 2017 dans la revue de l'Association américaine de géologie, on ne recensait à cette période qu'une poignée de discussions pertinentes à l'échelle nationale, relayées comme des brèves par les médias généralistes sur le web et les réseaux sociaux. Les discussions autour de ce nouveau continent restaient également très peu marquées et marquantes: on note notamment des reprises par des comptes de particuliers, relayant des articles de manière purement informative, sans donner spécifiquement leur avis sur le sujet.

À cet instant, et malgré son importance, il semblerait que cette découverte ne fasse pas l'unanimité auprès du grand public; faute encore de preuves tangibles de son existence (les critères de définition d'un continent varient selon les spécialistes). L'engouement est encore trop timide et n'occupe pas assez d'espace dans le paysage digital.

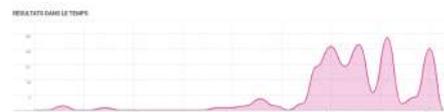
Ainsi, une période de six années de recherche intensive et d'analyses approfondies menées par des scientifiques internationaux a été nécessaire pour aboutir à une cartographie exhaustive de ce continent sous-marin: cartographie publiée dans la revue «Tectonics» de l'American Geophysical Union.

Pour y parvenir, les chercheurs ont exploité des données sismiques de la zone environnant la Nouvelle-Zélande, et ont effectué des forages en haute mer

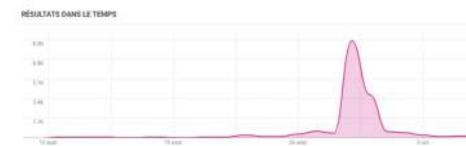
pour recueillir des échantillons de roches sous-marines. Échantillons ensuite soumis à des analyses détaillées depuis 2017.

Lorsque l'étude a été publiée fin septembre, les médias et les plateformes digitales ont largement repris l'information, suscitant un engouement bien plus important que six ans auparavant. Dans les jours qui ont suivi la publication, on a observé une augmentation significative de l'impact médiatique de Zealandia. Les médias et les experts ont diffusé cette information, offrant une visibilité considérable et générant un nombre important d'engagements.

De plus, en comparant les retombées nationales avec les retombées mondiales, on observe une disparité significative dans le nombre d'impacts médiatiques (194 vs 16 000), ainsi que dans leur répartition. En effet, les médias français ont principalement relayé cette découverte à partir du 2 octobre, alors que l'étude avait été publiée en anglais plus de trois jours plus tôt.



Discussions sur le sujet Zealandia en France
sur les 30 derniers jours
194 résultats & 976 engagements



Discussions sur le sujet Zealandia dans le monde
sur les 30 derniers jours
+ de 16 000 résultats & 235 000 engagements

Cette différence notable semble refléter un intérêt relativement restreint de la communauté française pour les sujets géographiques et géologiques. Un phénomène d'autant plus surprenant étant donné que la Nouvelle-Calédonie est un territoire français situé au cœur de cet archipel.

En outre, la cartographie de Zealandia a ouvert la voie à de nouvelles perspectives de recherche et de découvertes. Les géologues continuent d'explorer cette région complexe pour en apprendre davantage sur son histoire et ses implications pour la géologie planétaire. Il n'y a aucun doute que nous en entendrons parler à l'avenir, et qui sait, peut-être assisterons-nous à l'émergence de nouveaux continents disparus (Icelandia)? ●

À propos
de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème: des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.